

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2009 — 3667 [C — 2009/15125]

10 SEPTEMBRE 2009. — Loi portant assentiment à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, faite à New York le 14 septembre 2005 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, faite à New York le 14 septembre 2005, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Y. LETERME

Le Ministre de la Justice

S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice

S. DE CLERCK

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Sénat.

Documenten. — Projet de loi déposé le 29 avril 2009, n° 4-1293/1. Rapport n° 4-1293/2.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 28 mai 2009. — Vote : séance du 28 mai 2009.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat n° 52-2016/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale n° 52-2016/2.

Annales parlementaires. — Discussion : séance du 25 juin 2009. — Vote : séance du 25 juin 2009.

—————
Convention internationale pour la répression
des actes de terrorisme nucléaire

Les Etats Parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les Etats,

Rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies en date du 24 octobre 1995,

Considérant que tous les Etats ont le droit de développer et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et qu'ils ont un intérêt légitime à jouir des avantages que peut procurer l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire,

Ayant à l'esprit la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, de 1980,

Profondément préoccupés par la multiplication, dans le monde entier, des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2009 — 3667 [C — 2009/15125]

10 SEPTEMBER 2009. — Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag betreffende de bestrijding van daden van nucleair terrorisme, gedaan te New York op 14 september 2005 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Internationaal Verdrag betreffende de bestrijding van daden van nucleair terrorisme, gedaan te New York op 14 september 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Y. LETERME

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

—————
Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 29 april 2009, nr. 4-1293/1. — Verslag nr. 4-1293/2

Parlementaire handelingen. — Bespreking; vergadering van 28 mei 2009. — Stemming; vergadering van 28 mei 2009.

Kamer van volkstergevoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 52-2016/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 52-2016/2

Parlementaire handelingen. — Bespreking; vergadering van 25 juni 2009. — Stemming; vergadering van 25 juni 2009.

—————
VERTALING

Internationaal verdrag betreffende de bestrijding
van daden van nucleair terrorisme

De staten die partij zijn bij dit verdrag,

Indachtig de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties betreffende de handhaving van de internationale vrede en veiligheid en de bevordering van goed nabuurschap, vriendschappelijke betrekkingen en samenwerking tussen staten;

In herinnering brengend de verklaring van 24 oktober 1995 ter gelegenheid van het vijftigjarig bestaan van de Verenigde Naties;

Overwegende dat alle staten het recht hebben kernenergie te ontwikkelen en te gebruiken voor vreedzame doeleinden en dat zij een rechtmatig belang hebben de voordelen te genieten die het vreedzaam gebruik van kernenergie kan verschaffen;

Indachtig het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal, van 1980;

Ernstig bezorgd over de toename over de gehele wereld van daden van terrorisme, in alle gedaanten en verschijningsvormen ervan;

Rappelant la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, annexée à la résolution 49/60 de l'assemblée générale, en date du 9 décembre 1994, dans laquelle, entre autres dispositions, les Etats Membres de l'Organisation des Nations unies réaffirment solennellement leur condamnation catégorique, comme criminels et injustifiables, de tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les Etats et les peuples et menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats,

Notant que la Déclaration invite par ailleurs les Etats à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question,

Rappelant la résolution 51/210 de l'assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international qui y est annexée,

Rappelant également que, conformément à la résolution 51/210 de l'assemblée générale, un comité spécial a été créé pour élaborer, entre autres, une convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire afin de compléter les instruments internationaux existant en la matière,

Notant que les actes de terrorisme nucléaire peuvent avoir les plus graves conséquences et peuvent constituer une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Notant également que les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas ces attentats de manière adéquate,

Convaincus de l'urgence nécessaire de renforcer la coopération internationale entre les Etats pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces et pratiques destinées à prévenir ce type d'actes terroristes et à en poursuivre et punir les auteurs,

Notant que les activités des forces armées des Etats sont régies par des règles de droit international qui se situent hors du cadre de la présente Convention et que l'exclusion de certains actes du champ d'application de la Convention n'excuse ni ne rend licites des actes par ailleurs illicites et n'empêche pas davantage l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Aux fins de la présente Convention :

1. « Matière radioactive » s'entend de toute matière nucléaire ou autre substance radioactive contenant des nucléides qui se désintègrent spontanément (processus accompagné de l'émission d'un ou plusieurs types de rayonnements ionisants tels que les rayonnements alpha, bêta, gamma et neutron), et qui pourraient, du fait de leurs propriétés radiologiques ou fissiles, causer la mort, des dommages corporels graves ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement.

2. « Matières nucléaires » s'entend du plutonium, à l'exception du plutonium dont la concentration isotopique en plutonium 238 dépasse 80 %; de l'uranium 233; de l'uranium enrichi en isotope 235 ou 233; de l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature autrement que sous la forme de minerai ou de résidu de minerai; ou de toute autre matière contenant un ou plusieurs des éléments précités;

« Uranium enrichi en isotope 235 ou 233 » s'entend de l'uranium contenant soit l'isotope 235, soit l'isotope 233, soit ces deux isotopes, en quantité telle que le rapport entre les teneurs isotopiques pour la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 est supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel.

3. « Installation nucléaire » s'entend :

a) de tout réacteur nucléaire, y compris un réacteur embarqué à bord d'un navire, d'un véhicule, d'un aéronef ou d'un engin spatial comme source d'énergie servant à propulser ledit navire, véhicule, aéronef ou engin spatial, ou à toute autre fin;

b) de tout dispositif ou engin de transport aux fins de produire, stocker, retraiter ou transporter des matières radioactives.

In herinnering brengend de verklaring inzake maatregelen tot uitbanning van internationaal terrorisme, bijlage bij resolutie 49/60 van de algemene vergadering van 9 december 1994, waarin de lidstaten van de Verenigde Naties onder andere opnieuw plechtig bevestigen dat zij alle terroristische daden, methoden en praktijken ondubbelzinnig veroordelen als misdadig en ongerechtvaardigd, ongeacht waar en door wie zij zijn begaan, inzonderheid daden, methoden en praktijken die de vriendschappelijke betrekkingen tussen staten en volkeren schaden en de territoriale integriteit en veiligheid van staten bedreigen;

Vaststellend dat de verklaring staten tevens aanmoedigt het toepassingsgebied van de bestaande internationale juridische bepalingen inzake de preventie, bestrijding en uitbanning van terrorisme in alle gedaanten en verschijningsvormen ervan spoedig na te gaan teneinde een algemeen wettelijk kader te scheppen dat alle aspecten van terrorisme omvat;

In herinnering brengend resolutie 51/210 van de algemene vergadering van 17 december 1996 en de eraan gehechte aanvullende verklaring bij de verklaring van 1994 inzake maatregelen tot uitbanning van internationaal terrorisme;

Voorts in herinnering brengend dat in overeenstemming met resolutie 51/210 van de algemene vergadering een speciaal comité is opgericht om onder andere een internationaal verdrag betreffende de bestrijding van daden van nucleair terrorisme uit te werken teneinde de terzake bestaande internationale instrumenten aan te vullen;

Vaststellend dat daden van nucleair terrorisme de zwaarste gevolgen kunnen hebben en een bedreiging kunnen vormen voor de internationale vrede en veiligheid;

Tevens vaststellend dat de bestaande multilaterale juridische instrumenten deze aanslagen onvoldoende aanpakken;

Overtuigd van de dringende noodzaak tot versterking van de internationale samenwerking tussen staten bij het opstellen en het nemen van doeltreffende en praktische maatregelen ter voorkoming van dergelijke daden van terrorisme, alsmede ter vervolging en bestraffing van de daders;

Vaststellend dat de activiteiten van strijdkrachten van staten onderworpen zijn aan regels van internationaal recht die buiten het kader van dit verdrag vallen en dat bepaalde handelingen van het toepassingsgebied van dit verdrag worden uitgesloten, niet betekent dat anderszins onwettige handelingen worden gebillijkt of gewettigd of dat vervolging op grond van ander recht wordt belet;

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1

Voor de toepassing van dit verdrag wordt verstaan onder :

1. « radioactief materiaal » : alle kernmateriaal of andere radioactieve stoffen met nucliden die spontaan worden gespleten (proces dat gepaard gaat met de emissie van een of meer soorten ioniserende straling, zoals alfa-, bèta-, gamma- en neutronenstraling) en die wegens de radiologische of splijtbare eigenschappen ervan de dood, ernstig lichamelijk letsel of aanzienlijke schade aan goederen of aan het milieu zouden kunnen veroorzaken;

2. « kernmateriaal » : plutonium, met uitzondering van plutonium waarvan de isotoopconcentratie aan plutonium 238 hoger is dan 80 % uranium; uranium 233; uranium verrijkt in de isotopen 235 of 233; uranium, bestaande uit een mengsel van isotopen, zoals deze in de natuur voorkomen anders dan in de vorm van erts of van ertsresidu; of elke andere stof die een of meer voornoemde elementen bevat;

« uranium verrijkt in de isotopen 235 of 233 » : uranium dat hetzij de isotoop 235, hetzij de isotoop 233, hetzij beide isotopen bevat in een zodanige hoeveelheid dat de verhouding tussen de isotoopgehalten voor de som van die twee isotopen en de isotoop 238 groter is dan de verhouding tussen de isotoop 235 en de isotoop 238 in natuurlijk uranium;

3. « nucleaire installatie » :

a) alle kernreactoren, daaronder begrepen een reactor aan boord van een vaartuig, van een voertuig, van een luchtvaartuig of van een ruimtevaartuig als energiebron die dient om voornoemd vaartuig, voertuig, luchtvaartuig of ruimtevaartuig voort te stuwten, of voor enig ander doeleinde;

b) alle vervoersapparatuur of -instrumenten om radioactief materiaal te vervaardigen, op te slaan, op te werken of te vervoeren;

4. « Engin » s'entend :

- a) de tout dispositif explosif nucléaire; ou
 b) de tout engin à dispersion de matières radioactives ou tout engin émettant des rayonnements qui, du fait de ses propriétés radiologiques, cause la mort, des dommages corporels graves ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement.

5. « Installation gouvernementale ou publique » s'entend de tout équipement ou de tout moyen de déplacement de caractère permanent ou temporaire qui est utilisé ou occupé par des représentants d'un Etat, des membres du gouvernement, du parlement ou de la magistrature, ou des agents ou personnels d'un Etat ou de toute autre autorité ou entité publique, ou par des agents ou personnels d'une organisation intergouvernementale, dans le cadre de leurs fonctions officielles.

6. « Forces armées d'un Etat » s'entend des forces qu'un Etat organise, entraîne et équipe conformément à son droit interne, essentiellement aux fins de la défense nationale ou de la sécurité nationale, ainsi que des personnes qui agissent à l'appui desdites forces armées et qui sont placées officiellement sous leur commandement, leur autorité et leur responsabilité.

Article 2

1. Commet une infraction au sens de la présente Convention toute personne qui, illicitement et intentionnellement :

- a) Détient des matières radioactives, fabrique ou détient un engin :
 i) Dans l'intention d'entraîner la mort d'une personne ou de lui causer des dommages corporels graves; ou
 ii) Dans l'intention de causer des dégâts substantiels à des biens ou à l'environnement;

b) Emploie de quelque manière que ce soit des matières ou engins radioactifs, ou utilise ou endommage une installation nucléaire de façon à libérer ou risquer de libérer des matières radioactives :

- i) Dans l'intention d'entraîner la mort d'une personne ou de lui causer des dommages corporels graves; ou
 ii) Dans l'intention de causer des dégâts substantiels à des biens ou à l'environnement; ou
 iii) Dans l'intention de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un gouvernement à accomplir un acte ou à s'en abstenir.

2. Commet également une infraction quiconque :

a) Menace, dans des circonstances qui rendent la menace crédible, de commettre une infraction visée à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article; ou

b) Exige illicitement et intentionnellement la remise de matières ou engins radioactifs ou d'installations nucléaires en recourant à la menace, dans des circonstances qui la rendent crédible, ou à l'emploi de la force.

3. Commet également une infraction quiconque tente de commettre une infraction visée au paragraphe 1^{er} du présent article.

4. Commet également une infraction quiconque :

a) se rend complice d'une infraction visée aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3 du présent article; ou

b) organise la commission d'une infraction visée aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3 du présent article ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre; ou

c) contribue de toute autre manière à la commission d'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1^{er}, 2 ou 3 du présent article par un groupe de personnes agissant de concert s'il le fait délibérément et soit pour faciliter l'activité criminelle générale du groupe ou servir les buts de celui-ci, soit en connaissant l'intention du groupe de commettre l'infraction ou les infractions visées.

Article 3

La présente Convention ne s'applique pas lorsque l'infraction est commise à l'intérieur d'un seul Etat, que l'auteur présumé et les victimes de l'infraction sont des nationaux de cet Etat, que l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire de cet Etat et qu'aucun autre Etat n'a de raison, en vertu du paragraphe 1^{er} ou du paragraphe 2 de l'article 9, d'exercer sa compétence, étant entendu que les dispositions des articles 7, 12, 14, 15, 16 et 17, selon qu'il convient, s'appliquent en pareil cas.

4. « instrument » :

a) alle nucleaire explosiemiddelen; of

b) alle instrumenten ter verspreiding van radioactief materiaal of alle instrumenten die straling uitzenden en die, wegens de radiologische eigenschappen ervan, de dood, ernstig lichamelijk letsel of aanzienlijke schade aan goederen of aan het milieu veroorzaken;

5. « staats- of regeringsvoorziening » : alle permanente of tijdelijke voorzieningen of vervoermiddelen in gebruik bij of bezit van vertegenwoordigers van een staat, leden van de regering, het parlement of de magistratuur, ambtenaren of personeelsleden van een staat of enige andere openbare autoriteit of entiteit, of ambtenaren of personeelsleden van een intergouvernementele organisatie, in het kader van hun officiële taken;

6. « strijdkrachten van een staat » : de strijdkrachten van een staat die zijn georganiseerd, opgeleid en uitgerust overeenkomstig het nationale recht, voornamelijk met nationale verdediging of veiligheid als doel, alsmede personen die deze strijdkrachten ondersteunen en onder hun formele gezag, leiding en verantwoordelijkheid vallen.

Artikel 2

1. Een persoon pleegt een strafbaar feit in de zin van dit verdrag indien hij wederrechtelijk en opzettelijk :

- a) radioactief materiaal bezit, een instrument vervaardigt of bezit :
 i) met het oogmerk de dood van een persoon of ernstig lichamelijk letsel te veroorzaken; of
 ii) met het oogmerk aanzienlijke schade te veroorzaken aan goederen of aan het milieu;

b) op enigerlei wijze gebruik maakt van radioactieve materialen of instrumenten, of een nucleaire installatie zo gebruikt of beschadigt dat radioactief materiaal vrijkomt of dreigt vrij te komen :

- i) met het oogmerk de dood van een persoon of ernstig lichamelijk letsel te veroorzaken; of
 ii) met het oogmerk aanzienlijke schade te veroorzaken aan goederen of aan het milieu; of

iii) met het oogmerk een natuurlijk persoon of rechtspersoon, een internationale organisatie of een regering ertoe te dwingen een handeling te verrichten dan wel zich daarvan te onthouden.

2. Een persoon pleegt eveneens een strafbaar feit indien hij :

a) ermee dreigt, in omstandigheden die de dreiging geloofwaardig maken, een strafbaar feit als omschreven in het eerste lid, b), van dit artikel te plegen; of

b) wederrechtelijk en opzettelijk de overdracht van radioactieve materialen of instrumenten of van nucleaire installaties eist door bedreiging, in omstandigheden die deze geloofwaardig maken, of door gebruik van geweld.

3. Een persoon pleegt eveneens een strafbaar feit indien hij een poging doet tot het plegen van een strafbaar feit als omschreven in het eerste lid van dit artikel.

4. Een persoon pleegt eveneens een strafbaar feit indien hij :

a) als medeplichtige deelneemt aan een strafbaar feit als omschreven in het eerste, tweede of derde lid van dit artikel; of

b) het plegen van een strafbaar feit als omschreven in het eerste, tweede of derde lid van dit artikel organiseert of anderen opdracht geeft tot het plegen daarvan; of

c) op enige andere wijze bijdraagt tot het plegen van een of meer strafbare feiten als omschreven in het eerste, tweede of derde lid van dit artikel door een groep personen die in onderling overleg optreden, zo hij zulks opzettelijk doet, hetzij met het oog op het bevorderen van de algemene criminele activiteit van de groep of het dienen van de doelen ervan, hetzij met de wetenschap dat de groep voornemens is het desbetreffende strafbaar feit of de desbetreffende strafbare feiten te plegen.

Artikel 3

Dit verdrag is niet van toepassing indien het strafbaar feit wordt gepleegd binnen een enkele staat, de vermoedelijke dader en de slachtoffers van het strafbaar feit onderdanen zijn van die staat, de vermoedelijke dader van het strafbaar feit zich op het grondgebied van die staat bevindt en geen enkele andere staat krachtens artikel 9, eerste of tweede lid, een grond heeft tot uitoefening van rechtsmacht, met dien verstande dat de bepalingen van de artikelen 7, 12, 14, 15, 16 en 17, voorzover deze zich daartoe lenen, in dergelijke gevallen van toepassing zijn.

Article 4

1. Aucune disposition de la présente Convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les Etats et les individus du droit international, en particulier des buts et principes de la Charte des Nations unies et du droit international humanitaire.

2. Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit international humanitaire, qui sont régies par ce droit, ne sont pas régies par la présente Convention, et les activités accomplies par les forces armées d'un Etat dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas régies non plus par la présente Convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'interprètent pas comme excusant ou rendant licites des actes par ailleurs illicites, ni comme excluant l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois.

4. La présente Convention n'aborde ni ne saurait être interprétée comme abordant en aucune façon la question de la licéité de l'emploi ou de la menace de l'emploi des armes nucléaires par des Etats.

Article 5

Chaque Etat Partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour :

a) ériger en infraction pénale au regard de sa législation nationale les infractions visées à l'article 2 de la présente Convention;

b) réprimer lesdites infractions par des peines tenant dûment compte de leur gravité.

Article 6

Chaque Etat Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, une législation nationale pour faire en sorte que les actes criminels relevant de la présente Convention, en particulier ceux qui sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans la population, un groupe de personnes ou chez des individus, ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations politiques, philosophiques, idéologiques, raciales, ethniques, religieuses ou autres de nature analogue, et qu'ils soient punis de peines à la mesure de leur gravité.

Article 7

1. Les Etats Parties collaborent :

a) en prenant toutes les mesures possibles, y compris, le cas échéant, en adaptant leur législation nationale, afin de prévenir ou contrarier la préparation, sur leurs territoires respectifs, des infractions visées à l'article 2 destinées à être commises à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs territoires, notamment des mesures interdisant sur leurs territoires les activités illégales d'individus, de groupes et d'organisations qui encouragent, fomentent, organisent, financent en connaissance de cause ou fournissent en connaissance de cause une assistance technique ou des informations ou commettent de telles infractions;

b) en échangeant des renseignements exacts et vérifiés en conformité avec les dispositions de leur législation nationale et selon les modalités et les conditions énoncées dans les présentes dispositions et en coordonnant les mesures administratives et autres prises, le cas échéant, afin de détecter, prévenir et combattre les infractions énumérées à l'article 2 de la présente Convention, et d'enquêter sur elles et d'engager des poursuites contre les auteurs présumés de ces crimes. En particulier, tout Etat Partie fait le nécessaire pour informer sans délai les autres Etats visés à l'article 9 de toute infraction visée à l'article 2 et de tous préparatifs de telles infractions dont il aurait eu connaissance, ainsi que pour en informer, le cas échéant, les organisations internationales.

2. Les Etats Parties prennent les mesures voulues en accord avec leur législation nationale pour préserver le caractère confidentiel de toute information reçue à titre confidentiel d'un autre Etat Partie en application des dispositions de la présente Convention, ou obtenue du fait de leur participation à des activités menées en application de la présente Convention. Si les Etats Parties communiquent à titre confidentiel des informations à des organisations internationales, ils font le nécessaire pour que le caractère confidentiel en soit préservé.

3. Les dispositions de la présente Convention n'imposent pas à un Etat Partie l'obligation de communiquer des informations qu'il n'aurait pas le droit de divulguer en vertu de sa législation nationale, ou qui risqueraient de mettre en péril sa sécurité ou la protection physique de matières nucléaires.

Artikel 4

1. Niets in dit verdrag tast andere rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van staten en personen aan die voortvloeien uit het internationaal recht, in het bijzonder uit de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties en het internationaal humanitair recht.

2. De handelingen van strijdkrachten tijdens een gewapend conflict als omschreven in en onderworpen aan het internationaal humanitair recht vallen niet onder dit verdrag, evenmin als de handelingen uitgevoerd door de strijdkrachten van een staat bij de uitoefening van hun officiële taken, voorzover deze zijn onderworpen aan andere bepalingen van internationaal recht.

3. Het tweede lid van dit artikel wordt niet zo uitgelegd dat anderszins onwettige handelingen worden gebillijkt of gewettigd of dat vervolging op grond van ander recht wordt uitgesloten.

4. Dit verdrag heeft geen betrekking op en mag evenmin zo worden uitgelegd dat het enigszins betrekking heeft op de rechtmatigheid van het gebruik of van de dreiging met het gebruik van kernwapens door staten.

Artikel 5

Elke staat die partij is, neemt de nodige maatregelen om :

a) de in artikel 2 van dit verdrag omschreven strafbare feiten strafrechtelijk strafbaar te stellen in zijn nationale wetgeving;

b) op deze feiten passende straffen te stellen die rekening houden met de ernst ervan.

Artikel 6

Elke staat die partij is, keurt de nodige maatregelen goed, eventueel daaronder begrepen nationale wetgeving, om ervoor te zorgen dat strafbare handelingen die vallen binnen het toepassingsgebied van dit verdrag, in het bijzonder indien zij zijn bedoeld of ermee wordt beoogd de bevolking, een groep personen of bepaalde personen grote angst aan te jagen, onder geen enkele omstandigheid worden gerechtvaardigd door politieke, filosofische, ideologische, raciale, etnische of religieuze overwegingen of andere van soortgelijke aard en worden gestraft met straffen die passen bij de ernst van deze handelingen.

Artikel 7

1. De staten die partij zijn, werken samen door :

a) alle mogelijke maatregelen te nemen, eventueel daaronder begrepen aanpassing van hun nationale wetgeving, ter voorkoming en verijdeling van de voorbereiding op hun respectieve grondgebieden van het plegen, al dan niet op hun grondgebied, van de in artikel 2 omschreven strafbare feiten, inzonderheid maatregelen tot het op hun grondgebied verbieden van illegale activiteiten van personen, groepen en organisaties die technische bijstand of informatie aanmoedigen, uitlokken, organiseren, bewust financieren of bewust verstrekken of dergelijke feiten plegen;

b) in overeenstemming met de bepalingen van hun nationale wetgeving accurate en geverifieerde gegevens uit te wisselen overeenkomstig de in deze bepalingen vermelde wijze en voorwaarden, en zo nodig de genomen administratieve en andere maatregelen te coördineren ter opsporing, voorkoming en bestrijding van de in artikel 2 van dit verdrag opgesomde strafbare feiten, ter fine van onderzoek daarvan en ter vervolging van de vermoedelijke daders van die misdaden. In het bijzonder nemen alle staten die partij zijn de nodige maatregelen om onverwijld de andere in artikel 9 bedoelde staten in kennis te stellen van alle in artikel 2 omschreven strafbare feiten en van alle voorbereidingen van dergelijke feiten die te hunner kennis zijn gekomen, alsmede om zo nodig de internationale organisaties daarvan in kennis te stellen.

2. De staten die partij zijn, nemen in overeenstemming met hun nationale wetgeving de nodige maatregelen ter bewaring van het vertrouwelijke karakter van alle informatie die op vertrouwelijke wijze is ontvangen van een andere staat die partij is met toepassing van de bepalingen van dit verdrag, dan wel verkregen wegens hun deelname aan handelingen ondernomen in overeenstemming met dit verdrag. Indien de staten die partij zijn op vertrouwelijke wijze informatie meedelen aan internationale organisaties, nemen zij de nodige maatregelen om het vertrouwelijke karakter daarvan te bewaren.

3. Naar luid van de bepalingen van dit verdrag is een staat die partij is niet verplicht informatie mee te delen die hij niet mag bekendmaken op grond van zijn nationale wetgeving, of waardoor zijn veiligheid of de externe beveiliging van kernmateriaal in gevaar dreigt te worden gebracht.

4. Les Etats Parties communiquent au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies le nom de leurs organes et centres de liaison compétents chargés de communiquer et de recevoir les informations visées dans le présent article. Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies communique les informations relatives aux organes et centres de liaison compétents à tous les Etats Parties et à l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'accès à ces organes et à ces centres doit être ouvert en permanence.

Article 8

Aux fins de prévenir les infractions visées dans la présente Convention, les Etats Parties s'efforcent d'adopter des mesures appropriées pour assurer la protection des matières radioactives, en tenant compte des recommandations et fonctions de l'Agence internationale de l'énergie atomique applicables en la matière.

Article 9

1. Chaque Etat Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 lorsque :

a) l'infraction est commise sur son territoire; ou
b) l'infraction est commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où l'infraction a été commise; ou

c) l'infraction est commise par l'un de ses ressortissants.

2. Chaque Etat Partie peut également établir sa compétence à l'égard de telles infractions lorsque :

a) l'infraction est commise contre l'un de ses ressortissants; ou
b) l'infraction est commise contre une installation publique dudit Etat située en dehors de son territoire, y compris une ambassade ou des locaux diplomatiques ou consulaires dudit Etat; ou

c) l'infraction est commise par un apatride qui a sa résidence habituelle sur son territoire; ou

d) l'infraction commise a pour objectif de contraindre ledit Etat à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir; ou

e) l'infraction est commise à bord d'un aéronef exploité par le gouvernement dudit Etat.

3. Lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, chaque Etat Partie informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies de la compétence qu'il a établie en vertu de sa législation nationale conformément au paragraphe 2 du présent article. En cas de modification, l'Etat Partie concerné en informe immédiatement le Secrétaire général.

4. Chaque Etat Partie adopte également les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article.

5. La présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale établie par un Etat Partie conformément à sa législation nationale.

Article 10

1. Lorsqu'il est informé qu'une infraction visée à l'article 2 a été commise ou est commise sur son territoire ou que l'auteur ou l'auteur présumé d'une telle infraction pourrait se trouver sur son territoire, l'Etat Partie concerné prend les mesures qui peuvent être nécessaires en vertu de sa législation nationale pour enquêter sur les faits portés à sa connaissance.

2. S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures appropriées en vertu de sa législation nationale pour assurer la présence de cette personne aux fins de poursuites ou d'extradition.

4. De de staten die partij zijn, delen aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties de naam mee van hun bevoegde organen en verbindingscentra die belast zijn met het meedelen en het ontvangen van de in dit artikel omschreven informatie. De secretaris-generaal van de Verenigde Naties deelt de informatie betreffende de bevoegde organen en verbindingscentra mee aan alle staten die partij zijn en aan de Internationale Organisatie voor Atoomenergie. Deze organen en deze centra moeten permanent toegankelijk zijn.

Artikel 8

Ter voorkoming van de in dit verdrag omschreven strafbare feiten trachten de staten die partij zijn gepaste maatregelen te nemen met het oog op de bescherming van radioactief materiaal, zulks met inachtneming van de desbetreffende aanbevelingen en functies van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie.

Artikel 9

1. Elke staat die partij is neemt de maatregelen die nodig zijn om zijn rechtsmacht te vestigen met betrekking tot de in artikel 2 omschreven strafbare feiten, indien :

a) het strafbaar feit wordt gepleegd op zijn grondgebied; of

b) het strafbaar feit wordt gepleegd aan boord van een vaartuig dat onder de vlag van die staat vaart of aan boord van een luchtvaartuig dat overeenkomstig de wetgeving van die staat is ingeschreven op het tijdstip waarop het strafbaar feit wordt gepleegd; of

c) het strafbaar feit is gepleegd door een onderdaan van die staat.

2. Elke staat die partij is, kan eveneens zijn rechtsmacht met betrekking tot dergelijke feiten vestigen, indien :

a) het strafbaar feit is gepleegd tegen een onderdaan van die staat; of

b) het strafbaar feit is gepleegd tegen een in het buitenland gevestigde staats- of regeringsvoorziening van die staat, daaronder begrepen ambassades of andere diplomatieke of consulaire gebouwen van die staat; of

c) het strafbaar feit is gepleegd door een staatloze die op het grondgebied van die staat zijn gewone verblijfplaats heeft; of

d) het gepleegde strafbaar feit ertoe strekt die staat te dwingen tot het verrichten of het zich onthouden van een handeling; of

e) het strafbaar feit is gepleegd aan boord van een luchtvaartuig dat door de regering van die staat wordt gebruikt.

3. Bij de bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit verdrag of bij de toetreding ertoe stelt elke staat die partij is de secretaris-generaal van de Verenigde Naties in kennis van de rechtsmacht die hij overeenkomstig het tweede lid van dit artikel op grond van zijn nationale wetgeving heeft gevestigd. Indien zich wijzigingen voordoen, stelt de betrokken staat die partij is de secretaris-generaal daarvan onverwijld in kennis.

4. Elke staat die partij is, neemt tevens de nodige maatregelen om zijn rechtsmacht te vestigen met betrekking tot de in artikel 2 omschreven strafbare feiten in gevallen waarin de vermoedelijke dader van het strafbaar feit zich op zijn grondgebied bevindt en hij deze persoon niet uitlevert aan een staat die partij is en die zijn rechtsmacht heeft gevestigd in overeenstemming met het eerste of tweede lid van dit artikel.

5. Dit verdrag sluit niet de uitoefening uit van enige strafrechtelijke rechtsmacht die een staat die partij is in overeenstemming met zijn nationale wetgeving heeft gevestigd.

Artikel 10

1. Indien een staat die partij is ervan in kennis wordt gesteld dat een in artikel 2 omschreven strafbaar feit is gepleegd of wordt gepleegd op zijn grondgebied of dat de dader of vermoedelijke dader zich mogelijk op zijn grondgebied bevindt, neemt deze staat de maatregelen die op grond van zijn nationale wetgeving nodig zijn om een onderzoek in te stellen naar de te zijner kennis gebrachte feiten.

2. De staat die partij is en op het grondgebied waarvan de dader of vermoedelijke dader van het strafbaar feit zich bevindt, neemt, indien hij van oordeel is dat de omstandigheden zulks rechtvaardigen, in overeenstemming met zijn nationale wetgeving de gepaste maatregelen ter verzekering van de aanwezigheid van die persoon met het oog op vervolg of uitlevering.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 2 du présent article est en droit :

a) de communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle est ressortissante ou qui est autrement habilité à protéger les droits de ladite personne ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) de recevoir la visite d'un représentant de cet Etat;

c) d'être informée des droits que lui confèrent les alinéas a et b.

4. Les droits visés au paragraphe 3 du présent article s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout Etat Partie ayant établi sa compétence, conformément à l'alinéa c du paragraphe 1^{er} ou à l'alinéa c du paragraphe 2 de l'article 9, d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. Lorsqu'un Etat Partie a placé une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, directement ou par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, les Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 9 et, s'il le juge opportun, tous autres Etats Parties intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête visée au paragraphe 1^{er} du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits Etats Parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Article 11

1. Dans les cas où les dispositions de l'article 9 sont applicables, l'Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction est tenu, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard excessif et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction ayant un caractère grave au regard des lois de cet Etat.

2. Chaque fois que, en vertu de sa législation nationale, un Etat Partie n'est autorisé à extraditer ou à remettre un de ses ressortissants qu'à la condition que l'intéressé lui sera remis pour purger la peine qui lui aura été imposée à l'issue du procès ou de la procédure pour lesquels l'extradition ou la remise avait été demandée, et que cet Etat et l'Etat requérant l'extradition acceptent cette formule et les autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, l'extradition ou la remise conditionnelle suffit pour dispenser l'Etat Partie requis de l'obligation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article.

Article 12

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou une procédure est engagée en vertu de la présente Convention se voit garantir un traitement équitable et tous les droits et garanties conformes à la législation de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve et aux dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

Article 13

1. Les infractions prévues à l'article 2 sont de plein droit considérées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats Parties avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les Etats Parties s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure par la suite entre eux.

3. Eenieder ten aanzien van wie de in het tweede lid van dit artikel omschreven maatregelen worden genomen, heeft het recht :

a) zich onverwijld in verbinding te stellen met de dichtstbijzijnde daarvoor in aanmerking komende vertegenwoordiger van de staat waarvan hij onderdaan is of die anderszins gerechtigd is de rechten van deze persoon te beschermen, of, indien het een staatloze betreft, de staat op het grondgebied waarvan hij zijn gewone verblijfplaats heeft;

b) te worden bezocht door een vertegenwoordiger van die staat;

c) te worden geïnformeerd over zijn rechten op grond van a) en b).

4. De in het derde lid van dit artikel omschreven rechten worden uitgeoefend in overeenstemming met de wet- en regelgeving van de staat op het grondgebied waarvan de dader of vermoedelijke dader van het strafbaar feit zich bevindt, met dien verstande dat krachtens deze wet- en regelgeving de doelstellingen waarvoor de rechten overeenkomstig het derde lid worden verleend, volledig moeten kunnen worden verwezenlijkt.

5. Het derde en vierde lid van dit artikel gelden onverminderd het recht van alle staten die partij zijn en die zich beroepen op rechtsmacht overeenkomstig artikel 9, eerste lid, c), of tweede lid, c), het Internationaal Comité van het Rode Kruis te verzoeken zich in verbinding te stellen met de vermoedelijke dader van het strafbaar feit en deze te bezoeken.

6. Wanneer een staat die partij is krachtens de bepalingen van dit artikel een persoon in detentie heeft geplaatst, stelt hij de staten die partij zijn en die overeenkomstig artikel 9, eerste en tweede lid, hun rechtsmacht hebben gevestigd, alsmede wanneer hij zulks nodig acht, alle andere belanghebbende staten die partij zijn, rechtstreeks of via de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, onverwijld in kennis van deze detentie en van de omstandigheden die deze rechtvaardigen. De staat die het in het eerste lid bedoelde onderzoek instelt, deelt zijn bevindingen onverwijld mee aan voornoemde staten die partij zijn en geeft tevens aan of hij voornemens is zijn rechtsmacht uit te oefenen.

Artikel 11

1. De staat die partij is en op het grondgebied waarvan de vermoedelijke dader van het strafbaar feit zich bevindt, is in de gevallen waarop de bepalingen van artikel 9 van toepassing zijn, indien hij deze persoon niet uitlevert, verplicht zonder onnodige vertraging en zonder enige uitzondering, ongeacht of het strafbaar feit al dan niet op zijn grondgebied is gepleegd, de zaak voor te leggen aan zijn autoriteiten die bevoegd zijn de strafvordering uit te oefenen volgens een procedure overeenkomstig de wetgeving van die staat. Deze autoriteiten nemen hun beslissing in dezelfde omstandigheden als voor elk ander ernstig strafbaar feit krachtens het recht van die staat.

2. Telkens wanneer het een staat die partij is op grond van zijn nationale wetgeving alleen is toegestaan een onderdaan uit te leveren of over te leveren op voorwaarde dat deze hem weer wordt overgedragen om de straf te ondergaan die is opgelegd naar aanleiding van het proces of de procedure waarvoor om uitlevering of overlevering werd verzocht, en deze staat en de staat die verzocht om uitlevering deze methode en andere voorwaarden die zij mogelijk gepast achten, aanvaarden, volstaat de voorwaardelijke uitlevering of overlevering voor ontheffing van de aangezochte staat die partij is van de in het eerste lid van dit artikel omschreven verplichting.

Artikel 12

Eenieder die in detentie wordt geplaatst of ten aanzien van wie enige andere maatregel wordt genomen of een proces aanhangig wordt gemaakt op grond van dit verdrag, moet eerlijk worden behandeld en alle rechten en waarborgen ontvangen in overeenstemming met de wetgeving van de staat op het grondgebied waarvan hij zich bevindt en met de toepasselijke bepalingen van het internationaal recht, daaronder begrepen die bepalingen welke betrekking hebben op de rechten van de mens.

Artikel 13

1. De in artikel 2 omschreven strafbare feiten worden van rechtswege beschouwd als gevallen van uitlevering in alle uitleveringsverdragen die tussen staten die partij zijn, zijn gesloten voor de inwerkingtreding van dit verdrag. De staten die partij zijn, verplichten zich ertoe deze strafbare feiten te beschouwen als gevallen van uitlevering in alle uitleveringsverdragen die daarna tussen hen worden gesloten.

2. Lorsqu'un Etat Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat Partie requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 2. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3. Les Etats Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article 2 comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

4. Les infractions prévues à l'article 2 sont, le cas échéant, considérées aux fins d'extradition entre Etats Parties comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats ayant établi leur compétence conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 9.

5. Les dispositions de tous les traités ou accords d'extradition conclus entre Etats Parties relatives aux infractions visées à l'article 2 sont réputées être modifiées entre Etats Parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Article 14

1. Les Etats Parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible pour toute enquête, procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées à l'article 2, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les Etats Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les Etats Parties s'accordent cette entraide conformément à leur législation nationale.

Article 15

Aux fins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre Etats Parties, aucune des infractions visées à l'article 2 n'est considérée comme une infraction politique, ou connexe à une infraction politique, ou inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique, ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

Article 16

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat Partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 2 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations.

Article 17

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un Etat Partie dont la présence dans un autre Etat Partie est requise aux fins de témoignage ou d'identification ou en vue d'apporter son concours à l'établissement des faits dans le cadre d'une enquête ou de poursuites engagées en vertu de la présente Convention peut faire l'objet d'un transfèrement si les conditions ci-après sont réunies :

a) ladite personne y donne librement son consentement en toute connaissance de cause; et

b) les autorités compétentes des deux Etats concernés y consentent, sous réserve des conditions qu'ils peuvent juger appropriées.

2. Wanneer een staat die partij is en die uitlevering afhankelijk stelt van het bestaan van een verdrag een verzoek om uitlevering ontvangt van een andere staat die partij is en waarmee hij niet door een uitleveringsverdrag is gebonden, kan de aangezochte staat die partij is dit verdrag beschouwen als juridische grondslag voor uitlevering voor de in artikel 2 omschreven strafbare feiten. Uitlevering is onderworpen aan de andere in de wetgeving van de aangezochte staat bepaalde voorwaarden.

3. De staten die partij zijn en die uitlevering niet afhankelijk stellen van het bestaan van een verdrag erkennen de in artikel 2 omschreven strafbare feiten als gevallen van uitlevering tussen hen onder de voorwaarden waarin de wetgeving van de aangezochte staat voorziet.

4. Voor uitlevering tussen staten die partij zijn, worden de in artikel 2 omschreven strafbare feiten zo nodig beschouwd als gepleegd op de plaats waar zij zijn gepleegd en op het grondgebied van de staten die hun rechtsmacht hebben gevestigd overeenkomstig artikel 9, eerste en tweede lid.

5. De bepalingen van alle tussen staten die partij zijn gesloten uitleveringsverdragen en -akkoorden met betrekking tot de in artikel 2 omschreven strafbare feiten worden geacht in hun onderlinge betrekkingen te zijn gewijzigd, voorzover zij niet verenigbaar zijn met dit verdrag.

Artikel 14

1. De staten die partij zijn, verlenen elkaar de ruimst mogelijke rechtshulp bij alle onderzoeken, strafvorderingen of uitleveringsprocedures met betrekking tot de in artikel 2 omschreven strafbare feiten, daaronder begrepen rechtshulp ter verkrijging van bewijs waarover zij beschikken en dat nodig is voor het proces.

2. De staten die partij zijn, komen hun verplichtingen uit hoofde van het eerste lid van dit artikel na in overeenstemming met de verdragen of akkoorden inzake wederzijdse rechtshulp die mogelijk tussen hen bestaan. Indien dergelijke verdragen of akkoorden ontbreken, verlenen de staten die partij zijn elkaar rechtshulp overeenkomstig hun nationale wetgeving.

Artikel 15

Geen van de in artikel 2 omschreven strafbare feiten wordt voor uitlevering of wederzijdse rechtshulp beschouwd als een politiek misdrijf, een met een politiek misdrijf samenhangend misdrijf of een misdrijf ingegeven door politieke motieven. Derhalve mag een verzoek om uitlevering of wederzijdse rechtshulp op grond van een dergelijk strafbaar feit niet worden geweigerd met als enige reden dat het een politiek misdrijf, een met een politiek misdrijf samenhangend misdrijf of een misdrijf ingegeven door politieke motieven betreft.

Artikel 16

Geen enkele bepaling van dit verdrag mag zo worden uitgelegd dat zij verplicht tot uitlevering of tot het verlenen van wederzijdse rechtshulp indien de aangezochte staat die partij is ernstige redenen heeft aan te nemen dat het verzoek om uitlevering voor in artikel 2 omschreven strafbare feiten of om wederzijdse rechtshulp met betrekking tot dergelijke feiten is gedaan om een persoon te vervolgen of te straffen op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit, etnische afkomst of politieke overtuiging, of dat inwilliging van het verzoek de situatie van deze persoon om een van deze redenen ongunstig zou beïnvloeden.

Artikel 17

1. Een persoon die in detentie zit of een straf ondergaat op het grondgebied van een staat die partij is, en om wiens aanwezigheid in een andere staat die partij is, wordt verzocht voor het afleggen van een getuigenverklaring, identificatie of het verlenen van medewerking ter vaststelling van feiten voor onderzoek of vervolging krachtens dit verdrag, mag worden overgebracht, indien wordt voldaan aan volgende voorwaarden :

a) de persoon geeft vrijwillig zijn op volledige informatie gebaseerde toestemming; en

b) de bevoegde autoriteiten van beide staten stemmen ermee in onder de voorwaarden die zij mogelijk gepast achten.

2. Aux fins du présent article :

a) l'Etat vers lequel le transfèrement est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'Etat à partir duquel la personne a été transférée;

b) l'Etat vers lequel le transfèrement est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de rendre l'intéressé à la garde de l'Etat à partir duquel le transfèrement a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux Etats auront autrement décidé;

c) l'Etat vers lequel le transfèrement est effectué ne peut exiger de l'Etat à partir duquel le transfèrement est effectué qu'il engage une procédure d'extradition concernant l'intéressé;

d) il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'Etat vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'Etat à partir duquel il a été transféré.

3. A moins que l'Etat Partie à partir duquel une personne doit être transférée, conformément aux dispositions du présent article, ne donne son accord, ladite personne, quelle qu'en soit la nationalité, ne peut pas être poursuivie, détenue ou soumise à d'autres restrictions touchant sa liberté de mouvement sur le territoire de l'Etat auquel elle est transférée à raison d'actes ou condamnations antérieures à son départ du territoire de l'Etat à partir duquel elle a été transférée.

Article 18

1. Après avoir saisi des matières ou engins radioactifs ou des installations nucléaires ou avoir pris d'une autre manière le contrôle de ces matières, engins ou installations après la perpétration d'une infraction visée à l'article 2, l'Etat Partie qui les détient doit :

a) prendre les mesures nécessaires pour neutraliser les matériaux ou engins radioactifs, ou les installations nucléaires;

b) veiller à ce que les matériaux nucléaires soient détenus de manière conforme aux garanties applicables de l'Agence internationale de l'énergie atomique; et

c) prendre en considération les recommandations applicables à la protection physique ainsi que les normes de santé et de sécurité publiées par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. Une fois achevée l'instruction relative à une infraction visée à l'article 2 ou plus tôt si le droit international l'exige, les matières ou engins radioactifs ou les installations nucléaires doivent être restitués, après consultation (en particulier en ce qui concerne les modalités de restitution et d'entreposage) avec les Etats Parties concernés, à l'Etat Partie auquel ils appartiennent, à l'Etat Partie dont la personne physique ou morale propriétaire de ces matières, engins ou installations est un ressortissant ou un résident, ou à l'Etat Partie sur le territoire duquel ils ont été dérobés ou obtenus illicitement d'une autre manière.

3. a) si le droit interne ou le droit international interdit à un Etat Partie de restituer ou d'accepter de tels matériaux ou engins radioactifs ou de telles installations nucléaires, ou si les Etats Parties concernés en décident ainsi, sous réserve des dispositions de l'alinéa b du présent paragraphe, l'Etat Partie qui détient les matières ou engins radioactifs ou les installations nucléaires doit continuer de prendre les mesures décrites au paragraphe 1^{er} du présent article; ces matières ou engins radioactifs ou installations nucléaires ne seront utilisés qu'à des fins pacifiques;

b) s'il n'est pas licite pour un Etat Partie qui détient des matières ou engins radioactifs ou des installations nucléaires de les avoir en sa possession, cet Etat doit veiller à ce que ceux-ci soient, dès que possible, confiés à un Etat qui peut les détenir de manière licite et qui, selon que de besoin, a fourni quant à leur neutralisation des assurances conformes aux exigences formulées au paragraphe 1^{er} du présent article en consultation avec cet Etat; ces matières ou engins radioactifs ou ces installations nucléaires ne seront utilisés qu'à des fins pacifiques.

2. Voor de toepassing van dit artikel :

a) is de staat waarnaar de persoon wordt overgebracht bevoegd en verplicht deze persoon in detentie te houden, tenzij anderszins verzocht of gemachtigd door de staat waaruit de persoon is overgebracht;

b) komt de staat waarnaar de persoon wordt overgebracht onverwijld zijn verplichting na deze persoon weer over te dragen aan het toezicht van de staat waaruit hij is overgebracht, zoals vooraf overeengekomen of anderszins overeengekomen door de bevoegde autoriteiten van beide staten;

c) kan de staat waarnaar de persoon wordt overgebracht niet van de staat waaruit hij is overgebracht, verlangen dat deze een uitleveringsprocedure instelt met betrekking tot voornoemde persoon;

d) wordt rekening gehouden met de tijd die de persoon in detentie heeft doorgebracht in de staat waarnaar hij is overgebracht ter vermindering van de straf die hij in de staat waaruit hij is overgebracht, moet uitzitten.

3. Tenzij de staat die partij is en waaruit een persoon overeenkomstig de bepalingen van dit artikel moet worden overgebracht daarvoor toestemming geeft, wordt die persoon, ongeacht zijn nationaliteit, niet vervolgd of in detentie geplaatst, noch aan enige andere beperking van zijn vrijheid onderworpen op het grondgebied van de staat waarnaar deze persoon wordt overgebracht wegens feiten of veroordelingen voorafgaand aan zijn vertrek uit het grondgebied van de staat waaruit deze persoon werd overgebracht.

Artikel 18

1. Na radioactieve materialen of instrumenten of nucleaire installaties in beslag te hebben genomen of anderszins controle te hebben verkregen over deze materialen, instrumenten of installaties, nadat een in artikel 2 omschreven strafbaar feit werd gepleegd, moet de staat die partij is en die deze bezit :

a) de nodige maatregelen nemen om de radioactieve materialen of instrumenten of de nucleaire installaties te neutraliseren;

b) erop toezien dat het kernmateriaal wordt bewaard overeenkomstig de toepasselijke waarborgen van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie; en

c) de aanbevelingen in aanmerking nemen die van toepassing zijn op de externe beveiliging, alsmede de door de Internationale Organisatie voor Atoomenergie bekendgemaakte gezondheids- en veiligheidsnormen.

2. Zodra het onderzoek in verband met een in artikel 2 omschreven strafbaar feit is afgerond, dan wel eerder indien het internationaal recht zulks vereist, moeten de radioactieve materialen of instrumenten of de nucleaire installaties na overleg met de betrokken staten die partij zijn (in het bijzonder met betrekking tot de regeling van de teruggave en de berging) worden teruggegeven aan de staat die partij is en waaraan zij toebehoren, aan de staat die partij is en waarvan de natuurlijke persoon of rechtspersoon die eigenaar is van deze materialen, instrumenten of installaties een onderdaan of ingezetene is, of aan de staat die partij is en op het grondgebied waarvan zij zijn onttreemd of anderszins wederrechtelijk verkregen.

3. a) indien het nationaal of het internationaal recht een staat die partij is, verbiedt dergelijke radioactieve materialen of instrumenten of dergelijke nucleaire installaties terug te geven of te aanvaarden, of indien de betrokken staten die partij zijn aldus erover beslissen, onder voorbehoud van dit lid, b, van dit artikel, moet de staat die partij is en die de radioactieve materialen of instrumenten of de nucleaire installaties bezit de in het eerste lid van dit artikel omschreven maatregelen blijven nemen; deze radioactieve materialen of instrumenten of nucleaire installaties mogen uitsluitend voor vreedzame doeleinden worden gebruikt.

b) indien het voor een staat die partij is en die radioactieve materialen of instrumenten of nucleaire installaties bezit verboden is deze te bezitten, moet die staat erop toezien dat deze zo snel mogelijk worden toevertrouwd aan een staat die ze op wettelijke wijze mag bezitten en die zo nodig met betrekking tot de neutralisering ervan waarborgen heeft gegeven overeenkomstig de in het eerste lid van dit artikel bedoelde vereisten in overleg met die staat; deze radioactieve materialen of instrumenten of nucleaire installaties mogen uitsluitend voor vreedzame doeleinden worden gebruikt.

4. Si les matières ou engins radioactifs ou les installations nucléaires visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'appartiennent à aucun des Etats Parties ou n'appartiennent pas à un ressortissant ou à un résident d'un Etat Partie et n'ont pas été dérobés ou obtenus illicitement d'une autre manière sur le territoire d'un Etat Partie, ou si aucun Etat n'est disposé à recevoir ces matières, engins ou installations conformément au paragraphe 3 du présent article, le sort de ceux-ci fera l'objet d'une décision distincte, conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 du présent article, prise après consultation entre les Etats et les organisations internationales intéressées.

5. Aux fins des paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4 du présent article, l'Etat Partie qui détient des matières ou engins radioactifs ou des installations nucléaires peut demander l'assistance et la coopération d'autres Etats Parties, et en particulier des Etats Parties concernés, et des organisations internationales compétentes, en particulier l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les Etats Parties et les organisations internationales compétentes sont encouragés à fournir dans toute la mesure possible une assistance en application des dispositions du présent paragraphe.

6. Les Etats Parties qui décident du sort des matières ou engins radioactifs ou des installations nucléaires ou qui les conservent conformément au présent article informent le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique du sort qu'ils ont réservé à ces matières, engins ou installations ou de la manière dont ils les conservent. Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique transmet ces informations aux autres Etats Parties.

7. S'il y a eu dissémination en rapport avec une infraction visée à l'article 2, aucune disposition du présent article ne modifie en aucune manière les règles du droit international régissant la responsabilité en matière de dommages nucléaires ou les autres règles du droit international.

Article 19

L'Etat Partie où des poursuites ont été engagées contre l'auteur présumé de l'infraction en communie, dans les conditions prévues par sa législation nationale ou par les procédures applicables, le résultat définitif au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en informe les autres Etats Parties.

Article 20

Les Etats Parties se consultent directement ou par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, au besoin avec l'assistance d'organisations internationales, pour assurer la bonne application de la présente Convention.

Article 21

Les Etats Parties s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention dans le respect des principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats, ainsi que de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

Article 22

Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un Etat Partie à exercer sur le territoire d'un autre Etat Partie une compétence ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre Etat Partie par sa législation nationale.

Article 23

1. Tout différend entre des Etats Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un de ces Etats. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers tout Etat Partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout Etat qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

4. Indien de radioactieve materialen of instrumenten of de nucleaire installaties omschreven in het eerste en tweede lid van dit artikel aan geen van de staten die partij zijn, toebehoren of niet toebehoren aan een onderdaan of ingezetene van een staat die partij is en niet zijn ontvreemd of anderszins wederrechtelijk verkregen op het grondgebied van een staat die partij is, of indien geen enkele staat bereid is deze materialen, instrumenten of installaties te ontvangen overeenkomstig het derde lid van dit artikel, wordt over het lot ervan in overeenstemming met het derde lid, b), van dit artikel een aparte beslissing genomen, na overleg tussen de staten en de betrokken internationale organisaties.

5. Voor het eerste, tweede, derde en vierde lid van dit artikel kan de staat die partij is en die radioactieve materialen of instrumenten of nucleaire installaties bezit, verzoeken om bijstand en samenwerking van andere staten die partij zijn, in het bijzonder van de betrokken staten die partij zijn, en van de bevoegde internationale organisaties, in het bijzonder van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie. De staten die partij zijn en de bevoegde internationale organisaties worden aangemoedigd zo veel mogelijk bijstand te verlenen overeenkomstig dit lid.

6. De staten die partij zijn en die beslissen over het lot van de radioactieve materialen of instrumenten of de nucleaire installaties, of die deze bewaren overeenkomstig dit artikel, stellen de directeur-generaal van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie in kennis van het lot van deze materialen, instrumenten of installaties, of van de wijze waarop zij deze bewaren. De directeur-generaal van de Internationale Organisatie voor Atoomenergie zendt deze informatie toe aan de andere staten die partij zijn.

7. In geval van verspreiding in verband met een in artikel 2 omschreven strafbaar feit worden de regels van het internationaal recht inzake aansprakelijkheid voor kernschade of de andere regels van het internationaal recht geenszins gewijzigd door een bepaling van dit artikel.

Artikel 19

De staat die partij is en waarin tegen de vermoedelijke dader van het strafbaar feit vervolging is ingesteld, deelt in overeenstemming met zijn nationale wetgeving of de toepasselijke procedures, de afloop ervan mee aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, die de andere staten die partij zijn in kennis stelt.

Artikel 20

De staten die partij zijn, raadplegen elkaar rechtstreeks of via de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, zo nodig met de hulp van internationale organisaties, ter verzekering van de correcte toepassing van dit verdrag.

Artikel 21

De staten die partij zijn, komen hun verplichtingen uit hoofde van dit verdrag na met inachtneming van de beginselen van soevereine gelijkheid en territoriale integriteit van staten en van non-interventie in de interne aangelegenheden van andere staten.

Artikel 22

Niets in dit verdrag geeft een staat die partij is de bevoegdheid op het grondgebied van een andere staat die partij is rechtsmacht uit te oefenen of functies te vervullen die door zijn nationale wetgeving uitsluitend zijn voorbehouden aan de autoriteiten van die andere staat die partij is.

Artikel 23

1. Elk geschil tussen staten die partij zijn inzake de uitlegging of toepassing van dit verdrag dat niet binnen een redelijke termijn door onderhandelingen kan worden beslecht, wordt op verzoek van een van die staten onderworpen aan arbitrage. Indien de partijen binnen zes maanden na de datum van het verzoek om arbitrage niet erin zijn geslaagd overeenstemming te bereiken over de regeling van deze arbitrage, kan elk van hen het geschil voorleggen aan het Internationale Gerechtshof door middel van een verzoek overeenkomstig het Statuut van het Hof.

2. Elke staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit verdrag, dan wel bij toetreding daartoe, verklaren dat hij zich niet gebonden acht door het eerste lid van dit artikel. De overige staten die partij zijn, zijn tegenover een staat die partij is en die een dergelijk voorbehoud heeft gemaakt niet gebonden door voornoemde bepaling.

3. Elke staat die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het tweede lid van dit artikel kan dit voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een kennisgeving aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

Article 24

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats du 14 septembre 2005 au 31 décembre 2006, au siège de l'Organisation des Nations unies à New York.

2. La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Article 25

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront, accepteront ou approuveront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 26

1. Un Etat Partie peut proposer un amendement à la présente Convention. L'amendement proposé est adressé au dépositaire, qui le communique immédiatement à tous les Etats Parties.

2. Si la majorité des Etats Parties demande au dépositaire la convocation d'une conférence pour l'examen de l'amendement proposé, le dépositaire invite tous les Etats Parties à une conférence, qui ne s'ouvrira au plus tôt que trois mois après l'envoi des convocations.

3. La conférence ne néglige aucun effort pour que les amendements soient adoptés par consensus. Au cas où elle ne peut y parvenir, les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers de tous les Etats Parties. Tout amendement adopté à la Conférence est immédiatement communiqué par le dépositaire à tous les Etats Parties.

4. L'amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur, pour chaque Etat Partie qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement, ou d'adhésion à l'amendement, le trentième jour suivant la date à laquelle les deux tiers des Etats Parties auront déposé leur instrument pertinent. Par la suite, l'amendement entrera en vigueur pour tout Etat Partie le trentième jour suivant la date à laquelle il aura déposé son instrument pertinent.

Article 27

1. Tout Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Article 28

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature au siège de l'Organisation des Nations unies à New York, le 14 septembre 2005.

Artikel 24

1. Dit verdrag staat van 14 september 2005 tot en met 31 december 2006 open voor ondertekening door alle staten op de zetel van de Verenigde Naties te New York.

2. Dit verdrag wordt bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden neergelegd bij de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

3. Dit verdrag staat open voor toetreding door alle staten. De akten van toetreding worden neergelegd bij de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 25

1. Dit verdrag treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum van neerlegging van de tweeëntwintigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bij de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

2. Ten aanzien van elke staat die het verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of ertoe toetreedt na de neerlegging van de tweeëntwintigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt het verdrag in werking op de dertigste dag volgend op de neerlegging door deze staat van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 26

1. Een staat die partij is, kan een wijziging van dit verdrag voorstellen. De voorgestelde wijziging wordt gericht aan de depositaris, die deze onverwijld meedeelt aan alle staten die partij zijn.

2. Indien de meerderheid van de staten die partij zijn de depositaris verzoeken om een conferentie bijeen te roepen voor onderzoek van de voorgestelde wijziging, nodigt de depositaris alle staten die partij zijn uit voor een conferentie, die ten vroegste drie maanden na verzending van de oproepingen aanvangt.

3. De conferentie stelt alles in het werk om de wijzigingen bij consensus aan te nemen. Ingeval zij niet daarin slaagt, worden de wijzigingen aangenomen met een meerderheid van twee derden van alle staten die partij zijn. Enige door de conferentie aangenomen wijziging wordt door de depositaris onverwijld aan alle staten die partij zijn, meegedeeld.

4. De overeenkomstig het derde lid van dit artikel aangenomen wijziging treedt voor elke staat die partij is en die zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van de wijziging of van toetreding ertoe neerlegt, in werking op de dertigste dag volgend op de datum waarop twee derden van de staten die partij zijn hun relevante akte hebben neergelegd. Daarna treedt de wijziging voor elke staat die partij is in werking op de dertigste dag volgend op de datum waarop hij zijn relevante akte heeft neergelegd.

Artikel 27

1. Elke staat die partij is, kan dit verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

2. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 28

Het origineel van dit verdrag, waarvan de Arabische, Chinese, Engelse, Franse, Russische en Spaanse teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd bij de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften hiervan aan alle staten doet toekomen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve regeringen, dit verdrag hebben ondertekend, dat vanaf 14 september 2005 openstaat voor ondertekening op de zetel van de Verenigde Naties te New York.

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
AFGHANISTAN	29/12/2005	Indéterminé		
AFRIQUE DU SUD	14/09/2005	Ratification	09/05/2007	07/07/2007
ALBANIE	23/11/2005	Indéterminé		
ALLEMAGNE	15/09/2005	Ratification	08/02/2008	09/03/2008
ANDORRE	11/05/2006	Indéterminé		
ARABIE SAOUDITE	26/12/2006	Ratification	07/12/2007	06/01/2008
ARGENTINE	14/09/2005	Indéterminé		
ARMENIE	15/09/2005	Indéterminé		
AUSTRALIE	14/09/2005	Indéterminé		
AUTRICHE	15/09/2005	Ratification	14/09/2006	07/07/2007
AZERBAÏDJAN	15/09/2005	Ratification	28/01/2009	27/02/2009
BANGLADESH		Adhésion	07/06/2007	07/07/2007
BELARUS	15/09/2005	Ratification	13/03/2007	07/07/2007
BENIN	15/09/2005	Indéterminé		
BOSNIE-HERZEGOVINE	07/12/2005	Indéterminé		
BRESIL	16/09/2005	Ratification	25/09/2009	25/10/2009
BULGARIE	14/09/2005	Indéterminé		
BURKINA FASO	21/09/2005	Indéterminé		
BURUNDI	29/03/2006	Ratification	24/09/2008	24/10/2008
Belgique	14/09/2005	Ratification	02/10/2009	01/11/2009
CAMBODGE	07/12/2006	Indéterminé		
CANADA	14/09/2005	Indéterminé		
CHILI	22/09/2005	Indéterminé		
CHINE	14/09/2005	Indéterminé		
CHYPRE	15/09/2005	Ratification	28/01/2008	27/02/2008
COLOMBIE	01/11/2006	Indéterminé		
COMORES		Adhésion	12/03/2007	07/07/2007

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
COREE (REP.)	16/09/2005	Indéterminé	—	—
COSTA-RICA	15/09/2005	Indéterminé	—	—
CROATIE	16/09/2005	Ratification	30/05/2007	07/07/2007
CUBA	—	Adhésion	17/06/2009	17/07/2009
DANEMARK	14/09/2005	Ratification	20/03/2007	07/07/2007
DJIBOUTI	14/06/2006	Indéterminé	—	—
DOMINICAINE REPUBLIQUE	—	Adhésion	11/06/2008	11/07/2008
EGYPTE	20/09/2005	Indéterminé	—	—
EL SALVADOR	16/09/2005	Ratification	27/11/2006	07/07/2007
EMIRATS ARABES UNIS	—	Adhésion	10/01/2008	09/02/2008
EQUATEUR	15/09/2005	Indéterminé	—	—
ESPAGNE	14/09/2005	Ratification	22/02/2007	07/07/2007
ESTONIE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
ETATS-UNIS	14/09/2005	Indéterminé	—	—
FIDJI	—	Adhésion	15/05/2008	14/06/2008
FINLANDE	14/09/2005	Acceptation	13/01/2009	12/02/2009
FRANCE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
GABON	15/09/2005	Ratification	01/10/2007	31/10/2007
GHANA	06/11/2006	Indéterminé	—	—
GRECE	15/09/2005	Indéterminé	—	—
GUATEMALA	20/09/2005	Indéterminé	—	—
GUINEE	16/09/2005	Indéterminé	—	—
GUINEE-BISSAU	—	Adhésion	06/08/2008	05/09/2008
GUYANA	15/09/2005	Indéterminé	—	—
HONGRIE	14/09/2005	Ratification	12/04/2007	07/07/2007
ILES SALOMON	—	Adhésion	24/09/2009	24/10/2009
INDE	24/07/2006	Ratification	01/12/2006	07/07/2007
IRLANDE	15/09/2005	Indéterminé	—	—
ISLANDE	16/09/2005	Indéterminé	—	—
ISRAEL	27/12/2006	Indéterminé	—	—
ITALIE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
JAMAIQUE	05/12/2006	Indéterminé	—	—
JAPON	15/09/2005	Acceptation	03/08/2007	02/09/2007
JORDANIE	16/11/2005	Indéterminé	—	—
KAZAKHSTAN	16/09/2005	Ratification	31/07/2008	30/08/2008

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
KENYA	15/09/2005	Ratification	13/04/2006	07/07/2007
KIRGIZSTAN	05/05/2006	Ratification	02/10/2007	01/11/2007
KIRIBATI	15/09/2005	Ratification	26/09/2008	26/10/2008
KOWEIT	16/09/2005	Indéterminé	—	—
LESOTHO	16/09/2005	Indéterminé	—	—
LETTONIE	16/09/2005	Ratification	25/07/2006	07/07/2007
LIBAN	23/09/2005	Ratification	13/11/2006	07/07/2007
LIBERIA	16/09/2005	Indéterminé	—	—
LIBYE	16/09/2005	Ratification	22/12/2008	21/01/2009
LIECHTENSTEIN	16/09/2005	Ratification	25/09/2009	25/10/2009
LITUANIE	16/09/2005	Ratification	19/07/2007	18/08/2007
LUXEMBOURG	15/09/2005	Ratification	02/10/2008	01/11/2008
MACAO	15/09/2005	Indéterminé	—	—
MACEDOINE (EX-REP. YUGOSLAVE DE)	16/09/2005	Ratification	19/03/2007	07/07/2007
MADAGASCAR	15/09/2005	Indéterminé	—	—
MALAISIE	16/09/2005	Indéterminé	—	—
MALAWI	—	Adhésion	07/10/2009	06/11/2009
MALTE	15/09/2005	Indéterminé	—	—
MAROC	19/04/2006	Indéterminé	—	—
MAURICE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
MAURITANIE	—	Adhésion	28/04/2008	28/05/2008
MEXIQUE	12/01/2006	Ratification	27/06/2006	07/07/2007
MOLDAVIE	16/09/2005	Ratification	18/04/2008	18/05/2008
MONACO	14/09/2005	Indéterminé	—	—
MONGOLIE	03/11/2005	Ratification	06/10/2006	07/07/2007
MONTENEGRO	23/10/2006	Succession	—	—
MOZAMBIQUE	01/05/2006	Indéterminé	—	—
NICARAGUA	15/09/2005	Ratification	25/02/2009	27/03/2009
NIGER	—	Adhésion	02/07/2008	01/08/2008
NORVEGE	16/09/2005	Indéterminé	—	—
NOUVELLE-ZELANDE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
OUZBEKISTAN	—	Adhésion	29/04/2008	29/05/2008
PALAU	15/09/2005	Indéterminé	—	—
PANAMA	21/02/2006	Ratification	21/06/2007	21/07/2007
PARAGUAY	16/09/2005	Ratification	29/01/2009	28/02/2009
PAYS-BAS	16/09/2005	Indéterminé	—	—
PEROU	14/09/2005	Ratification	29/05/2009	28/06/2009

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
PHILIPPINES	15/09/2005	Indéterminé	—	—
POLOGNE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
PORTUGAL	21/09/2005	Indéterminé	—	—
QATAR	16/02/2006	Indéterminé	—	—
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	—	Adhésion	19/02/2008	20/03/2008
ROUMANIE	14/09/2005	Ratification	24/01/2007	07/07/2007
ROYAUME-UNI	14/09/2005	Ratification	24/09/2009	24/10/2009
RUSSIE	14/09/2005	Ratification	29/01/2007	07/07/2007
RWANDA	06/03/2006	Indéterminé	—	—
SAO TOME ET PRINCIPE	19/12/2005	Indéterminé	—	—
SENEGAL	21/09/2005	Indéterminé	—	—
SERBIE	15/09/2005	Ratification	26/09/2006	07/07/2007
SEYCHELLES	07/10/2005	Indéterminé	—	—
SIERRA LEONE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
SINGAPOUR	01/12/2006	Indéterminé	—	—
SLOVAQUIE	15/09/2005	Notification	23/03/2006	07/07/2007
SLOVENIE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
SRI LANKA	14/09/2005	Ratification	27/09/2007	27/10/2007
SUEDE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
SUISSE	14/09/2005	Ratification	15/10/2008	14/11/2008
SWAZILAND	15/09/2005	Indéterminé	—	—
SYRIE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
TADJIKISTAN	14/09/2005	Indéterminé	—	—
TCHEQUE REP.	15/09/2005	Ratification	25/07/2006	07/07/2007
THAILANDE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
TIMOR	16/09/2005	Indéterminé	—	—
TOGO	15/09/2005	Indéterminé	—	—
TURKMENISTAN	—	Adhésion	28/03/2008	27/04/2008
TURQUIE	14/09/2005	Indéterminé	—	—
UKRAINE	14/09/2005	Ratification	25/09/2007	25/10/2007
URUGUAY	16/09/2005	Indéterminé	—	—

DECLARATIONS

« Le Royaume de Belgique déclare que seules les matières nucléaires et les installations contenant des matières nucléaires sont visées par l'article 18, paragraphe 1^{er} b) et c). »

« Le Royaume de Belgique déclare que les organes et les centres de liaison compétents, désignés en application de l'article 7, paragraphe 4, sont :

- Agence fédérale de contrôle nucléaire

Rue Ravenstein 36

B-1000 Bruxelles

Tél. : +32 (02) 289 21 11

Fax : +32 (02) 289 21 12

- Organe de coordination pour l'analyse de la menace/Coordination Unit for Threat Analysis

Rue de la Loi 62

B-1040 Bruxelles

Tél. : +32 (02) 238 56 11

Fax : +32 (02) 217 57 29

- Service public fédéral Intérieur - Direction générale Centre de crise

Rue Ducale 53

B-1000 Bruxelles

Tél. : +32 (02) 506 47 11

Fax : +32 (02) 506 47 09

Staten	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
AFGHANISTAN	29/12/2005	Onbepaald	—	—
ALBANIE	23/11/2005	Onbepaald	—	—
ANDORRA	11/05/2006	Onbepaald	—	—
ARGENTINIE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
ARMENIE	15/09/2005	Onbepaald	—	—
AUSTRALIE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
AZERBEIDZJAN	15/09/2005	Bekrachtiging	28/01/2009	27/02/2009
BANGLADESH	—	Toetreding	07/06/2007	07/07/2007
BELARUS	15/09/2005	Bekrachtiging	13/03/2007	07/07/2007
BENIN	15/09/2005	Onbepaald	—	—
BOSNIË EN HERZEGOVINA	07/12/2005	Onbepaald	—	—
BRAZILIE	16/09/2005	Bekrachtiging	25/09/2009	25/10/2009
BULGARIJE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
BURKINA FASO	21/09/2005	Onbepaald	—	—
BURUNDI	29/03/2006	Bekrachtiging	24/09/2008	24/10/2008
België	14/09/2005	Bekrachtiging	02/10/2009	01/11/2009
CAMBODJA	07/12/2006	Onbepaald	—	—
CANADA	14/09/2005	Onbepaald	—	—
CENTRAALAFRIKAANSE REPUBLIEK	—	Toetreding	19/02/2008	20/03/2008
CHILI	22/09/2005	Onbepaald	—	—
CHINA	14/09/2005	Onbepaald	—	—
COLOMBIA	01/11/2006	Onbepaald	—	—
COMOREN	—	Toetreding	12/03/2007	07/07/2007
COSTA RICA	15/09/2005	Onbepaald	—	—
CUBA	—	Toetreding	17/06/2009	17/07/2009
CYPRUS	15/09/2005	Bekrachtiging	28/01/2008	27/02/2008

Staten / Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
DENEMARKEN	14/09/2005	Bekrachtiging	20/03/2007	07/07/2007
DJIBOUTI	14/06/2006	Onbepaald	—	—
DOMINICAANSE REPUBLIEK	—	Toetreding	11/06/2008	11/07/2008
DUITSLAND	15/09/2005	Bekrachtiging	08/02/2008	09/03/2008
ECUADOR	15/09/2005	Onbepaald	—	—
EGYPTE	20/09/2005	Onbepaald	—	—
EL SALVADOR	16/09/2005	Bekrachtiging	27/11/2006	07/07/2007
ESTLAND	14/09/2005	Onbepaald	—	—
FIJI	—	Toetreding	15/05/2008	14/06/2008
FILIPIJNEN	15/09/2005	Onbepaald	—	—
FINLAND	14/09/2005	Aanvaarding	13/01/2009	12/02/2009
FRANKRIJK	14/09/2005	Onbepaald	—	—
GABON	15/09/2005	Bekrachtiging	01/10/2007	31/10/2007
GHANA	06/11/2006	Onbepaald	—	—
GRIEKENLAND	15/09/2005	Onbepaald	—	—
GUATEMALA	20/09/2005	Onbepaald	—	—
GUINEA	16/09/2005	Onbepaald	—	—
GUINEE-BISSAU	—	Toetreding	06/08/2008	05/09/2008
GUYANA	15/09/2005	Onbepaald	—	—
HONGARIJE	14/09/2005	Bekrachtiging	12/04/2007	07/07/2007
IERLAND	15/09/2005	Onbepaald	—	—
IJSLAND	16/09/2005	Onbepaald	—	—
INDIA	24/07/2006	Bekrachtiging	01/12/2006	07/07/2007
ISRAEL	27/12/2006	Onbepaald	—	—
ITALIE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
JAMAICA	05/12/2006	Onbepaald	—	—
JAPAN	15/09/2005	Aanvaarding	03/08/2007	02/09/2007
JORDANIE	16/11/2005	Onbepaald	—	—
KAZACHSTAN	16/09/2005	Bekrachtiging	31/07/2008	30/08/2008
KENIA	15/09/2005	Bekrachtiging	13/04/2006	07/07/2007
KIRGIZISTAN	05/05/2006	Bekrachtiging	02/10/2007	01/11/2007
KIRIBATI	15/09/2005	Bekrachtiging	26/09/2008	26/10/2008
KOEWEIT	16/09/2005	Onbepaald	—	—
KOREA (REP.)	16/09/2005	Onbepaald	—	—
KROATIE	16/09/2005	Bekrachtiging	30/05/2007	07/07/2007

Staten / Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
LESOTHO	16/09/2005	Onbepaald	—	—
LETLAND	16/09/2005	Bekrachtiging	25/07/2006	07/07/2007
LIBANON	23/09/2005	Bekrachtiging	13/11/2006	07/07/2007
LIBERIA	16/09/2005	Onbepaald	—	—
LIBIE	16/09/2005	Bekrachtiging	22/12/2008	21/01/2009
LIECHTENSTEIN	16/09/2005	Onbepaald	—	—
LITOUWEN	16/09/2005	Bekrachtiging	19/07/2007	18/08/2007
LUXEMBURG	15/09/2005	Bekrachtiging	02/10/2008	01/11/2008
MACAO	15/09/2005	Onbepaald	—	—
MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCH REP.)	16/09/2005	Bekrachtiging	19/03/2007	07/07/2007
MADAGASCAR	15/09/2005	Onbepaald	—	—
MALAWI	—	Toetreding	07/10/2009	06/11/2009
MALEISIE	16/09/2005	Onbepaald	—	—
MALTA	15/09/2005	Onbepaald	—	—
MAROKKO	19/04/2006	Onbepaald	—	—
MAURITANIE	—	Toetreding	28/04/2008	28/05/2008
MAURITIUS	14/09/2005	Onbepaald	—	—
MEXICO	12/01/2006	Bekrachtiging	27/06/2006	07/07/2007
MOLDAVIË	16/09/2005	Bekrachtiging	18/04/2008	18/05/2008
MONACO	14/09/2005	Onbepaald	—	—
MONGOLIE	03/11/2005	Bekrachtiging	06/10/2006	07/07/2007
MONTENEGRO	23/10/2006	Statenopvolging	—	—
MOZAMBIQUE	01/05/2006	Onbepaald	—	—
NEDERLAND	16/09/2005	Onbepaald	—	—
NICARAGUA	15/09/2005	Bekrachtiging	25/02/2009	27/03/2009
NIEUW-ZEELAND	14/09/2005	Onbepaald	—	—
NIGER	—	Toetreding	02/07/2008	01/08/2008
NOORWEGEN	16/09/2005	Onbepaald	—	—
OEKRAINE	14/09/2005	Bekrachtiging	25/09/2007	25/10/2007
OEZBEKISTAN	—	Toetreding	29/04/2008	29/05/2008
OOSTENRIJK	15/09/2005	Bekrachtiging	14/09/2006	07/07/2007
PALAU	15/09/2005	Onbepaald	—	—
PANAMA	21/02/2006	Bekrachtiging	21/06/2007	21/07/2007
PARAGUAY	16/09/2005	Bekrachtiging	29/01/2009	28/02/2009
PERU	14/09/2005	Bekrachtiging	29/05/2009	28/06/2009
POLEN	14/09/2005	Onbepaald	—	—

Staten / Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
PORTUGAL	21/09/2005	Onbepaald	—	—
QATAR	16/02/2006	Onbepaald	—	—
ROEMENIE	14/09/2005	Bekrachtiging	24/01/2007	07/07/2007
RUSLAND	14/09/2005	Bekrachtiging	29/01/2007	07/07/2007
RWANDA	06/03/2006	Onbepaald	—	—
SALOMON EILANDEN	—	Toetreding	24/09/2009	24/10/2009
SAO TOME EN PRINCIPE	19/12/2005	Onbepaald	—	—
SAUDI-ARABIE	26/12/2006	Bekrachtiging	07/12/2007	06/01/2008
SENEGAL	21/09/2005	Onbepaald	—	—
SERVIË	15/09/2005	Bekrachtiging	26/09/2006	07/07/2007
SEYCHELLEN	07/10/2005	Onbepaald	—	—
SIERRA LEONE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
SINGAPORE	01/12/2006	Onbepaald	—	—
SLOVAKIJE	15/09/2005	Kennisgeving	23/03/2006	07/07/2007
SLOVENIE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
SPANJE	14/09/2005	Bekrachtiging	22/02/2007	07/07/2007
SRI LANKA	14/09/2005	Bekrachtiging	27/09/2007	27/10/2007
SWAZILAND	15/09/2005	Onbepaald	—	—
SYRIË	14/09/2005	Onbepaald	—	—
TADZJIKISTAN	14/09/2005	Onbepaald	—	—
THAILAND	14/09/2005	Onbepaald	—	—
TIMOR	16/09/2005	Onbepaald	—	—
TOGO	15/09/2005	Onbepaald	—	—
TSJECHISCHE REP.	15/09/2005	Bekrachtiging	25/07/2006	07/07/2007
TURKIJE	14/09/2005	Onbepaald	—	—
TURKMENISTAN	—	Toetreding	28/03/2008	27/04/2008
URUGUAY	16/09/2005	Onbepaald	—	—
VERENIGD KONINKRIJK	14/09/2005	Bekrachtiging	24/09/2009	24/10/2009
VERENIGDE ARABISCHE EMIRATEN	—	Toetreding	10/01/2008	09/02/2008
VERENIGDE STATEN	14/09/2005	Onbepaald	—	—
ZUID-AFRIKA	14/09/2005	Bekrachtiging	09/05/2007	07/07/2007
ZWEDEN	14/09/2005	Onbepaald	—	—
ZWITSERLAND	14/09/2005	Bekrachtiging	15/10/2008	14/11/2008

VERKLARINGEN

« Het Koninkrijk België verklaart dat alleen radioactief materiaal en de installaties met radioactief materiaal gevisieerd worden door artikel 18, lid 1, b) en c). »

« Het Koninkrijk België verklaart dat de bevoegde organen en verbindingcentra, aangeduid in toepassing van artikel 7, lid 4, de volgende zijn :

- Federaal agentschap voor nucleaire controle

Ravensteinstraat 36

B-1000 BRUSSEL

Tel. : +32 (02) 289 21 11

Fax : +32 (02) 289 21 12

- Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse/Coordination Unit for Threat Analysis

Wetstraat 62

B-1040 BRUSSEL

Tel. : +32 (02) 238 56 11

Fax : +32 (02) 217 57 29

- Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Algemene Directie Crisiscentrum

Hertogstraat 53

B-1000 BRUSSEL

Tel. : +32 (02) 506 47 11

Fax : +32 (02) 506 47 09